



**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Normandie**

Service risques

Arrêté du 30 JUIL. 2018

mettant en demeure la société civile et immobilière OLC ACTIVITES de se conformer aux dispositions de l'article L. 556-3-I du Code de l'environnement en vue de l'élimination de déchets d'emballages (cubitainers et fûts) contenant des matières dangereuses entreposés sur le site sis au 674, Rue Jeanne La Lorraine à BOSC-LE-HARD (76850)

La Préfète de la région Normandie, Préfète de la Seine-Maritime,
Officier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite

- Vu le livre V du Code de l'environnement et notamment ses articles L. 556-3-II-2° et L. 171-8 ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 16 février 2017 nommant Mme Fabienne BUCCIO préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 18-32 du 4 juin 2018 portant délégation de signature à M. Yvan CORDIER, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le jugement du tribunal de commerce de Dieppe du 29 octobre 2013 prononçant la liquidation judiciaire de la société GREEN PACK et nommant Béatrice Pascual aux fonctions de liquidateur judiciaire ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 juin 2018 ;

- Considérant que lors de la visite du 14 juin 2018, l'inspecteur de l'environnement a constaté la présence d'emballages (cubitainers et fûts) entreposés dans les bâtiments ou au pied des bâtiments et issus de la période d'exploitation par la société GREEN PACK des installations de rénovation des fûts ;
- Considérant qu'en l'absence de tout producteur identifiable ou de tout autre détenteur connu, le propriétaire de l'assise foncière de la friche sur laquelle ont été déposés des déchets peut être regardé comme leur détenteur au sens de l'article L. 541-2 du code de l'environnement (cf. avis n°358923 du Conseil d'État en date du 25 septembre 2013) ;
- Considérant qu'en application de la jurisprudence susmentionnée, la SCI OLC ACTIVITES peut être regardée comme le détenteur des emballages susmentionnés ;
- Considérant que l'inspection a détecté des pertes de confinement d'huile en extérieur, au pied de ces emballages entreposés à proximité immédiate des bâtiments de la friche ;
- Considérant que la SCI OLC AVTIVITES, en déplaçant ces emballages depuis une plate-forme béton vers des zones de terre non protégées des infiltrations et des souillures, a fait preuve de négligence dans la gestion de ces déchets ;

- Considérant que l'article L. 556-3-II-2° du code de l'environnement prévoit que, à titre subsidiaire, le propriétaire de l'assise foncière des sols pollués par des déchets est redevable des travaux rendus nécessaires par cette pollution aux frais du propriétaire, notamment s'il fait preuve de négligence dans la gestion de ces déchets sur son terrain ;
- Considérant que cette obligation faite aux propriétaires a été rappelée dans l'avis n° 361231 du Conseil d'État en date du 24 octobre 2014 ;
- Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.556-3-1 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société civile et immobilière OLC ACTIVITES afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du même code ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime,

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société OLC AVTIVITES est mise en demeure, sous deux mois, en application des articles L. 556-3-I et L 56-3-II-2° du Code de l'environnement d'éliminer dans des filières dûment autorisées les déchets constitués des emballages (cubitainers et fûts) contenant des substances dangereuses sur le site sis au 674 Rue Jeanne La Lorraine - 76 850 BOSC LE HARD.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ces mêmes articles et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de la société OLC ACTIVITES, conformément à l'article L. 171-7 du Code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code.

Article 3

Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rouen :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

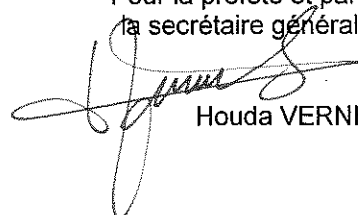
Article 4

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le maire de la commune de BOSC-LE-HARD sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société civile et immobilière (SCI) OLC ACTIVITES et publié au recueil des actes administratifs de Seine-Maritime.

Fait à Rouen, le

30 JUL. 2018

Pour la préfète et par délégation,
la secrétaire générale adjointe,



Houda VERNHET

Voies et délais de recours. – Conformément aux dispositions des articles R.421-a à R.421-5 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.